

17 juin 2020

L'honorable Deb Schulte, ministre des Aînés
L'honorable François-Philippe Champagne, ministre des Affaires étrangères
Parlement du Canada
Ottawa ON K1A 0A6
Transmis par courriel

Objet : Appui pour la Convention des droits des personnes âgées des Nations Unies

Madame la Ministre,
Monsieur le Ministre,

RTOERO est une organisation bilingue reconnue qui vise à assurer aux personnes retraitées une vie active et en santé. Avec plus de 81 000 membres répartis dans des districts à travers le Canada, nous offrons le plus important régime d'assurance collective à but non lucratif à l'intention du personnel retraité du secteur de l'éducation au pays. Nous accueillons les employés à la retraite qui ont œuvré dans les secteurs de la petite enfance, au postsecondaire, dans les écoles et les conseils scolaires, ainsi que dans le milieu de l'éducation dans son ensemble.

La présente a pour but de vous faire part de notre appui sans équivoque pour la création d'une convention des Nations Unies des droits humains des personnes âgées.

Nous savons bien qu'à l'heure actuelle le gouvernement fédéral doit composer avec des priorités et des problèmes urgents, dont ceux qui se rapportent à la pandémie de la COVID-19, à la crise des centres de soins de longue durée et aux préoccupations croissantes de la population concernant le racisme systémique. Cette question pourrait ne pas sembler être aussi urgente. Nous croyons toutefois que le moment est venu de prendre des mesures internationales décisives en faveur d'une approche des besoins des personnes âgées fondée sur leurs droits.

Nous en sommes à un point où la négligence des soins de longue durée, qui dure depuis des décennies, redevient douloureusement au premier plan de la conscience des Canadiens. Au même moment, les décès tragiques récents ont galvanisé les Canadiens, et d'autres groupes à travers le monde, les incitant à exiger des





mesures de démantèlement des structures sociales qui renforcent la discrimination et l'oppression.

En tant qu'organisation, nous sommes profondément bouleversés par le racisme auquel sont confrontés les Canadiens qui s'identifient comme Noirs, racialisés et autochtones. De plus, nous savons par expérience que l'âgisme est un préjugé systémique tout aussi mortel au Canada, et à travers le monde.

Nous pensons qu'un cadre juridique international pour la protection des droits des personnes âgées est une composante essentielle du difficile travail de démantèlement de l'âgisme systémique et de garantie d'une société plus juste et plus équitable pour les Canadiens qui avancent en âge.

Nous comprenons que le gouvernement canadien a exprimé son ouverture au concept d'une convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées. Nous pensons que notre gouvernement est particulièrement bien placé pour jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale pour faire avancer cette convention.

Nous exhortons le gouvernement canadien à s'engager publiquement en faveur d'une convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées et à user de son influence pour contribuer à la réalisation du cadre juridique international des droits des personnes âgées.

Nous nous joignons à d'autres organisations sans but lucratif, dont ILC Canada, pour exhorter le gouvernement à agir. Le Conseil d'administration et les membres de RTOERO sont prêts à apporter leur aide et leur soutien dans ce dossier.

Cordialement,

Martha Foster, présidente
chair@rtoero.ca

Jim Grieve, directeur général
jgrieve@rtoero.ca

c. Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Pièce jointe : Lettre de ILC Canada datée du 17 avril 2020
en faveur de la Convention sur les droits des personnes âgées